

DEPARTEMENT ART ANCIEN

Chef de département	1
Personnel commun au Département d'Art Ancien	
Chef de section	1
Attaché ou assistant ou premier assistant ou chef de travaux ou chef de travaux agrégé	4

DEPARTEMENT ART MODERNE

Chef de département	1
Personnel commun au Département d'Art Moderne	
Chef de section	1
Attaché ou assistant ou premier assistant ou chef de travaux ou chef de travaux agrégé	2
Personnel commun au Musée des Beaux-Arts à Anvers	
<i>Personnel administratif</i>	
Correspondant en chef de la recherche	1
Garçon de bureau ou correspondant adjoint de la recherche ou correspondant de la recherche ou premier correspondant de la recherche	8
<i>Personnel supplémentaire de la recherche</i>	
Garçon de laboratoire ou technicien adjoint de la recherche ou technicien de la recherche ou premier technicien de la recherche ou chef technicien de la recherche	4
<i>Personnel de gestion</i>	
Contremaître	2
Ouvrier non qualifié ou ouvrier qualifié ou premier ouvrier qualifié	49
<i>Grades particuliers</i>	
Ingénieur industriel	1

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 88 — 136

16 NOVEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 5, § 1er, II, 4°;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 décembre 1985, portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985, réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967, créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'après une année d'application il apparaît que certaines dispositions de l'arrêté de l'Exécutif du 9 février 1987 précité doivent d'urgence être modifiées, précisées ou complétées en vue notamment d'apporter une solution à des situations particulières;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme et vu la délibération de l'Exécutif du 5 novembre 1987,

Arrêtons :

Article 1er. Les articles 19 à 22, 25 et 28 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 19. § 1er. Dans les deux mois de l'introduction de la demande, et pour autant que celle-ci mentionne les renseignements nécessaires, comprene une attestation appropriée et soit signée par le demandeur, le Gouverneur de Province prend un arrêté d'inscription provisoire. Celui-ci prend cours à la date de la prise en charge de la personne handicapée.

§ 2. Par renseignements nécessaires, on entend :

1° les nom, prénoms, lieu et date de naissance, état civil, domicile et la nationalité de la personne handicapée au profit de qui l'intervention du Fonds est demandée;

2° les nom, prénoms, qualité et adresse du demandeur;

3° l'objet précis de la demande;

4° pour les personnes handicapées qui bénéficient d'allocations au moment de la demande, la nature et le montant de celles-ci ainsi que le nom et l'adresse de l'organisme qui en effectue le paiement;

5° la nature et le montant des autres ressources ainsi que des charges familiales éventuelles à prendre en considération compte tenu des dispositions fixant la part contributive.

§ 3. Par attestation appropriée, on vise l'attestation délivrée par un centre spécialisé agréé conformément aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif du 10 mai 1984 portant agrément des services spécialisés habilités à délivrer le rapport sur base duquel s'effectue le placement des personnes handicapées et fixant les critères auxquels doit répondre ledit rapport. L'attestation doit conclure au bien-fondé de l'admission dans une institution ou service agréé par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés; elle doit préciser :

- la catégorie et le degré de gravité du handicap;
- le type d'institution préconisée;
- le délai de réévaluation ».

« Art. 20. Dans les trois mois de sa demande initiale et sous peine de forclusion de celle-ci, le demandeur doit transmettre au Gouverneur de Province un dossier complet comprenant les renseignements complémentaires ainsi que les documents justificatifs nécessaires.

Le Gouverneur de Province dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du dossier complet pour instruire celui-ci. Il confirme alors ou infirme son arrêté d'inscription. Même lorsque l'arrêté est pris hors des délais, la décision d'annulation éventuelle ne vaut que pour l'avenir.

Le Ministre détermine quels sont les renseignements et documents justificatifs nécessaires. »

« Art. 21. Le bien-fondé de la décision d'inscription doit être réévalué périodiquement. L'attestation qui en fait foi doit être transmise dans les délais au Gouverneur de Province.

Lorsque l'attestation n'est pas transmise dans les délais ou qu'elle conclut à un changement ou à une interruption de l'intervention, le Gouverneur de Province révisé son arrêté. »

« Art. 22. Toute modification de la situation de la personne handicapée devant entraîner un changement dans le type d'intervention doit être évaluée par un centre agréé et donner lieu à une demande de révision de l'arrêté du Gouverneur de Province. »

« Art. 25. La demande de révision visée à l'article 6 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 est introduite dans le délai de trois mois à compter de la date à laquelle la situation de la personne handicapée s'est modifiée.

La révision a effet à partir de cette date. Si la demande est introduite après le délai précité, la révision produit effet au plus tôt à la date de l'introduction de la demande.

Dans tous les cas où la demande est justifiée par une modification de la situation financière susceptible de modifier la part contributive, la révision produit effet à la date où la modification de la situation financière prend cours. »

« Art. 28. La demande en révision comprend les mêmes éléments que la demande d'inscription. Les dispositions de l'article 19 lui sont donc applicables. »

Art. 2. Un article 32bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 32bis. Le Fonds n'intervient en faveur d'un bénéficiaire que pour sa prise en charge dans une seule institution.

Le cumul est néanmoins autorisé dans deux cas :

- placement familial et semi-internat ou centre de jour;
- home pour travailleurs et centre de jour.

Dans ces deux cas, la part contributive due pour la prise en charge de jour est payée par la structure d'hébergement. »

Art. 3. Les articles 35 et 36 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 35. Au mois d'octobre de chaque année, le Ministre arrête le nombre de prises en charge de bénéficiaires du Fonds à prendre en considération pour le calcul de la subvention forfaitaire annuelle de l'année suivante.

Il fixe ce nombre en fonction de l'occupation moyenne durant la période de référence soit du 1er septembre de l'année précédente au 31 août de l'année en cours.

Par occupation moyenne, il faut entendre le total des journées de prises en charge des bénéficiaires du Fonds 81 par l'institution pendant la période de référence, divisé par 365.

Lorsqu'un bénéficiaire quitte l'institution mais continue à bénéficier de l'accompagnement de celle-ci dans le but de garantir sa réinsertion, l'intervention du Fonds peut se prolonger dans les limites et aux conditions fixées à l'annexe VIII du présent arrêté. »

« Art. 36. § 1er. La subvention forfaitaire annuelle comprend :

- une subvention de fonctionnement;
- une subvention pour frais de personnel éducatif.

§ 2. La subvention de fonctionnement est destinée à couvrir les frais de fonctionnement, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont l'institution est propriétaire, d'amortissement de mobilier et du matériel médical et non médical ainsi que les frais de personnel de direction, administratif, social et ouvrier.

La partie de la subvention destinée aux autres frais que ceux de personnel peut être évaluée au minimum à 68 141 francs par prise en charge en internat et à 34 070 francs par prise en charge en semi-internat.

Elle varie en fonction du régime de l'institution et du nombre de bénéficiaires intervenant pour le calcul de la subvention.

Elle s'élève à :

- 200 000 francs pour les internats et les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;
- 175 000 francs pour les internats et les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60;
- 130 000 francs pour les semi-internats et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;
- 110 000 francs pour les semi-internats et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60.

A défaut d'une convention sectorielle portant sur les normes de personnel non éducatif conclue dans les trois mois qui suivent la parution du présent arrêté, le Ministre fixe les normes minimales dudit personnel, dans les limites de la subvention forfaitaire prévue au présent alinéa, en fonction des normes minimales reprises à l'annexe VII.

§ 3. La subvention pour frais de personnel éducatif est, compte tenu d'une rémunération annuelle moyenne, fixée comme suit :

- psychologues, paramédicaux et personnel spécial : 725 213 francs;
- éducateurs classes I et II A et chefs éducateurs : 580 000 francs;
- éducateurs classe II B et III et puéricultrices et assimilés : 482 885 francs;
- chefs de groupe : 678 043 francs.

Ces montants sont augmentés des charges patronales légales et des charges complémentaires, fixées forfaitairement à un pourcentage des rémunérations annuelles moyennes déterminées ci-dessus. Le Ministre fixe le pourcentage à prendre en considération d'une part pour les institutions organisées par des personnes privées, d'autre part pour les institutions dépendant de pouvoirs publics.

La subvention pour frais de personnel éducatif est calculée sur base des coefficients d'encadrement établis en fonction de la catégorie du handicap et du régime de l'institution à l'annexe II du présent arrêté.

Est admis comme frais de personnel, le paiement des prestations effectuées pour le compte de l'institution par des personnes ou des sociétés de service, pour autant que les prestataires satisfassent aux conditions de qualifications fixées à l'annexe IV du présent arrêté. Les modalités d'assimilation sont fixées par le Ministre.

§ 4. La subvention forfaitaire annuelle constitue l'enveloppe de l'institution. Cette enveloppe est liquidée anticipativement à concurrence d'un douzième par mois. »

Art. 4. L'article 38, § 1er, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'un bénéficiaire quitte la famille d'accueil mais continue à bénéficier de l'accompagnement du service de placement familial dans le but de garantir sa réinsertion, l'intervention du Fonds peut se prolonger dans les limites et aux conditions fixées à l'annexe VIII du présent arrêté. »

Art. 5. L'article 41 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41. § 1er. Le Fonds peut rembourser les prothèses orthopédiques et acoustiques et les chaises roulantes sur avis favorable de l'Inspection générale de la Médecine curative sous déduction du remboursement à charge de l'organisme assureur.

Le coût des réparations peut être pris en charge par le Fonds sur production de la facture.

§ 2. Les prothèses dentaires, lunettes et autres prothèses de l'œil peuvent être remboursées par le Fonds sur avis favorable de l'Inspection générale de la Médecine curative et sous déduction du remboursement à charge de l'organisme assureur. Le coût des réparations peut également être pris en charge par le Fonds au prix établi par facture.

§ 3. Le coût des soins dentaires tant conservateurs que réparateurs peut être remboursé par le Fonds au prix qui sert de base au remboursement des prestations de santé donnant lieu à l'intervention de l'assurance maladie-invalidité sous déduction du remboursement à charge de l'organisme assureur. »

Art. 6. Un article 43bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 43bis. Une subvention forfaitaire pour frais de personnel peut être octroyée pour le transport des bénéficiaires du Fonds placés en semi-internat.

La subvention forfaitaire est fixée à 631 000 francs toutes charges comprises par unité de personnel subsidiable. Le nombre d'unités de personnel subsidiable est égal à 0,0781 par bénéficiaire pris en charge et régulièrement transporté. »

Art. 7. L'article 46 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 46. § 1er. Les institutions agréées en exécution du titre II du présent arrêté tiennent une comptabilité selon le modèle repris à l'annexe VI.

Cette disposition n'est pas applicable si un pouvoir public est le pouvoir organisateur et qu'à ce titre un autre plan comptable est imposé.

§ 2. Le bilan de départ de chaque institution est soumis au Ministre dans les six mois de la publication au *Moniteur belge* de l'extrait de leur arrêté d'agrément.

§ 3. Les comptes et bilans sont transmis annuellement au Ministre ainsi que les rapports des réviseurs d'entreprise ou des commissaires aux comptes dûment mandatés.

Pour ce qui concerne les pouvoirs publics, cette exigence est remplacée par une attestation des comptes délivrée par l'autorité compétente.

§ 4. Les titres requis des membres du personnel, en fonction des qualifications reprises à l'annexe IV doivent être communiquées à l'administration. »

Art. 8. Un article 50bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 50bis. Compte tenu des disponibilités budgétaires, le Ministre fixe chaque année le coefficient d'attribution de la subvention pour frais de personnel éducatif.

Pour l'année 1988, ce coefficient est établi comme suit :

- 100 % pour les semi-internats pour mineurs non scolarisables;
- 85 % pour les centres de jour;
- 76 % pour les homes pour non travailleurs adultes, c'est-à-dire les homes occupationnels et nursing;
- 74 % pour les internats et pour les homes pour adultes travailleurs;
- 70 % pour les semi-internats pour mineurs scolarisables et pour les semi-internats pour mineurs scolarisables et non scolarisables. »

Art. 9. L'article 51 du même arrêté est complété comme suit :

« 5° L'article 17, alinéa 2 et l'article 30 de l'arrêté de l'Exécutif du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967, créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés. »

Art. 10. Les articles 52 à 56 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 52. Le Ministre détermine la capacité agréée. Sauf le cas des nouvelles institutions, la capacité agréée ne peut en aucun cas être supérieure à plus de 20 % de l'occupation de l'institution.

Pour l'année 1988, l'occupation moyenne de 1987 telle que définie à l'article 35 du présent arrêté, sert de référence. »

« Article 53. Le Ministre décide de tout nouvel agrément et de toute modification de régime en fonction des besoins du secteur et en tenant compte des disponibilités budgétaires après avis de la Commission de Programmation et de Consultation.

En cas de glissement de capacité entre institutions dépendant d'un même pouvoir organisateur, la limite fixée à l'article 52 s'apprécie sur l'ensemble des capacités.

En cas de création d'une nouvelle institution, la capacité agréée reste fixée pendant deux années de fonctionnement sans égard à la limite fixée à l'article 52. »

« Article 54. § 1er. Les institutions qui ne peuvent prétendre pour 1988 qu'à une enveloppe inférieure au montant de celle qui a été attribuée en 1987, verront leur enveloppe maintenue sauf si l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté est inférieure à 90 % de la capacité subventionnée en 1987.

Dans ce dernier cas, les institutions verront leur enveloppe fixée à 90 % au moins de l'enveloppe attribuée en 1987.

Les institutions qui peuvent prétendre pour 1988 à une enveloppe supérieure au montant de celle qui a été attribuée en 1987 verront celle-ci limitée à un pourcentage de l'enveloppe attribuée en 1987. Le Ministre fixera ce pourcentage après enquête de façon à rester dans les limites des disponibilités budgétaires et moyennant l'accord du Ministre du Budget.

§ 2. Le nombre 60 à partir duquel le montant de la subvention de fonctionnement se différencie est pour 1988 fixé par rapport à l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté.

§ 3. Des prises en charge supplémentaires ou complémentaires peuvent être accordées en sus de l'enveloppe attribuée, après avis de l'Administration et en fonction des disponibilités budgétaires, dans trois situations :

- a) agrément de nouvelles institutions et pendant les deux premières années de fonctionnement de celles-ci;
- b) augmentation de capacité agréée et glissement de capacités entre régimes de fonctionnement différents;
- c) accroissement sensible et dans des circonstances exceptionnelles de l'occupation dans les limites de la capacité agréée.

Pour les prises en charge supplémentaires, la subvention forfaitaire annuelle est calculée conformément aux articles 36 et 50bis sur base de l'occupation effective de l'année d'attribution.

Pour les prises en charge complémentaires, la subvention calculée de la même façon qu'à l'alinéa précédent est réduite à concurrence de celle déjà attribuée pour ces prises en charge en application du § 1er du présent article. »

« Article 55. § 1er. Les rémunérations annuelles moyennes fixées à l'article 36, § 3, sont établies en tenant compte d'une ancienneté pécuniaire de dix années.

Lorsque pour l'ensemble du personnel éducatif d'une institution, la moyenne de l'ancienneté pécuniaire dépasse dix années, la subvention peut être revue aux conditions ci-après :

- 1° l'institution doit en faire la demande;
- 2° le personnel à prendre en considération pour le calcul de la moyenne de l'ancienneté pécuniaire est celui qui est en fonction au 31 décembre de l'année considérée;
- 3° la révision du montant de la subvention pour frais de personnel éducatif ne peut avoir pour effet de dépasser les limites fixées à l'article 54, § 1er, pour la détermination de l'enveloppe annuelle revenant à l'institution.

§ 2. Les coefficients d'encadrement dont question à l'article 36, § 3, sont basés, en ce qui concerne les éducateurs, sur la répartition suivante :

- 49,17 % d'éducateurs classes I et II A et chefs éducateurs;
- 50,83 % d'éducateurs classes II B et III et puéricultrices et assimilés.

Lorsque la répartition réelle des qualifications au sein d'une institution est différente, il en est tenu compte mais seulement dans les limites fixées à l'article 54, § 1er.

Toutefois, pour les sections qui accueillent des personnes handicapées nécessitant des soins de nursing, il n'en est tenu compte que pour autant qu'elle entraîne une subvention plus élevée.

§ 3. Les prestations effectives des médecins seront prises en considération en 1988 dans les limites des subventions octroyées en leur faveur en 1986. »

« Art. 56. Sauf disposition contraire prise avant le 31 décembre 1988, les dispositions transitoires sont également applicables pour la détermination de l'enveloppe pour 1989. »

Art. 11. § 1er. Dans le chapitre 1er de l'annexe 1. du même arrêté :

1° Le I, § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« I. § 1er. Les charges patronales légales et les avantages complémentaires sont fixés ensemble et forfaitairement pour les internats et les homes proportionnellement aux rémunérations annuelles moyennes telles que prévues à l'article 36, § 3.

Le Ministre fixe le pourcentage à prendre en considération d'une part pour les institutions organisées par des personnes privées, d'autre part pour les institutions dépendant de pouvoirs publics. »

2° Le I, § 2, 4, dernier alinéa, est supprimé.

3° Le II, 3e alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du personnel qui étaient en service avant le 1er janvier 1984 dans les institutions et établissements visés à l'alinéa premier, conservent le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement à l'époque par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de Protection de la Jeunesse. »

4° Le III, § 3, est supprimé.

§ 2. Dans le chapitre II de la même annexe :

1° Le I, § 1er, est remplacé par la disposition suivante :

« I. § 1er. Les charges patronales légales et les avantages complémentaires sont fixés ensemble et forfaitairement proportionnellement aux rémunérations annuelles moyennes telles que prévues à l'article 36, § 3.

Le Ministre fixe le pourcentage à prendre en considération d'une part pour les institutions organisées par des personnes privées, d'autre part pour les institutions dépendant de pouvoirs publics. »

2° Le I, § 3, est supprimé.

Art. 12. Dans l'annexe II du même arrêté :

1° Les mots « scolarisables » et « non scolarisables » figurant en tête des tableaux des chapitres I et II sont remplacés par les mots « scolarisés » et « non scolarisés ».

2° Au chapitre I, sous la rubrique Adultes nursing, les coefficients d'encadrement repris ci-dessous dans les deux colonnes de gauche sont remplacés par les coefficients figurant en regard dans les deux colonnes de droite.

0,15	0,15	0,1575	0,1575
0,0333	0,0333	0,0349	0,0349
0,3346	0,2711	0,3513	0,2846
0,3237	0,2622	0,3398	0,2753

Art. 13. Le chapitre Ier de l'annexe III du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Chapitre Ier. — Normes de personnel des services de placement en famille

1° Un directeur porteur d'un diplôme de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur si le service de placements familiaux est autonome.

Lorsque le service couvre moins de 30 prises en charge, la fonction n'est subventionnée qu'à raison de 0,0333 unité temps plein par prise en charge.

Si le service est rattaché à une institution agréée par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, un responsable de même niveau de qualification sera désigné parmi les membres du personnel.

2° Un éducateur dont les qualifications permettent d'accéder au moins à la fonction d'éducateur classe 2A, à raison de 0,0483 par prise en charge.

3° Un psychologue et/ou paramédical, à raison de 0,0167 par prise en charge.

4° Un commis, à raison de 0,0167 par prise en charge.

Art. 14. Une annexe VIII rédigée comme suit est ajoutée au même arrêté :

« Annexe VIII. — Modalités de prolongation de l'intervention du Fonds en cas d'accompagnement
(application de l'article 35, alinéa 3)

I. La réinsertion en famille ou la mise en autonomie doivent avoir été préparées durant la prise en charge en institution.

Le projet de réinsertion ou de mise en autonomie moyennant accompagnement, doit être approuvé par toutes les parties intéressées. Le contrat ainsi conclu doit être limité dans le temps, avec un maximum de deux ans. Il est néanmoins renouvelable. L'accompagnement d'un mineur cesse à 21 ans.

Le projet doit être reconnu comme bien-fondé par un centre spécialisé agréé et donner lieu à révision de l'arrêté du Gouverneur conformément aux dispositions du titre IV, chapitre III, du présent arrêté.

II. Pour les prestations d'accompagnement, l'intervention du Fonds est limitée aux subventions forfaitaires annuelles conformément aux dispositions générales du titre V, chapitre II, sous-section 1, du présent arrêté et aux dispositions particulières ci-après :

§ 1er. La subvention de fonctionnement est fixée à 10 000 francs par prise en charge subventionnée.

§ 2. La subvention pour frais de personnel éducatif est, compte tenu de la rémunération annuelle moyenne fixée pour la catégorie des éducateurs classes I et II A et chefs éducateurs, calculée sur base d'un coefficient d'encadrement ramené à 0,1130 unité temps plein par bénéficiaire pris en charge.

§ 3. La part contributive est remplacé par une participation forfaitaire de 500 francs par mois.

III. Le Ministre fixe les modalités particulières suivant lesquelles le contrôle prévu au titre VI du présent arrêté doit s'exercer.

IV. Les dispositions de l'article 50bis du présent arrêté ne sont pas applicables.

V. L'intervention du Fonds ne peut être prolongée que dans les limites de la capacité agréée de l'institution que fréquentait le bénéficiaire.

Des augmentations de capacité agréée peuvent néanmoins être accordées lorsqu'il s'agit de libérer des lits ou places pour des personnes handicapées adultes. Les prises en charge supplémentaires subventionnées dans ce cas seront destinées à l'accompagnement et calculées conformément à l'article 2 de la présente annexe. »

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1988 à l'exception de l'article 55, § 1er, qui produit ses effets le 1er janvier 1987.

Art. 16. Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 novembre 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

E. POULLET

Le Ministre du Budget,

Ph. MONFILS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 136

16 NOVEMBER 1987. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wijziging van het besluit van de Executieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 4°;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 december 1985 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de onder-tekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het akkoord van de Minister belast met de begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het blijkt, na een jaar toepassing, dat sommige bepalingen van het voormelde besluit van de Executieve van 9 februari 1987 dringend gewijzigd, nader bepaald of aangevuld dienen te worden, om, onder meer, een oplossing voor bijzondere toestanden te brengen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme en na de beraadslaging van de Executieve van 5 november 1987,

Besluiten :

Artikel 1. De artikelen 19 tot 22, 25 en 28 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 19. § 1. Binnen de twee maanden na de indiening van de aanvraag, en voor zover deze de nodige inlichtingen vermeldt, een geschikt attest omvat en door de aanvrager getekend is, neemt de Provinciegouverneur een besluit tot voorlopige inschrijving. Dat besluit gaat in op de datum waarop de gehandicapte persoon ten laste wordt genomen.

§ 2. Onder nodige inlichtingen wordt verstaan :

1° de naam, voornamen, de geboorteplaats en -datum, de burgerlijke stand, de woonplaats en de nationaliteit van de gehandicapte persoon voor wie de tegemoetkoming van het Fonds wordt aangevraagd;

2° de naam, voornamen, hoedanigheid en adres van de aanvrager;

3° het nauwkeurige voorwerp van de aanvraag;

4° voor de gehandicapte personen die op het ogenblik van de aanvraag toelagen genieten, de aard en het bedrag hiervan alsook de naam en het adres van de instelling die deze uitbetaalt;

5° de aard en het bedrag van de andere inkomsten, alsook van de eventuele gezinslasten die in aanmerking genomen dienen te worden rekening houdend met de bepalingen tot vaststelling van de bijdrage.

§ 3. Onder geschikt attest wordt verstaan, het attest uitgereikt door een gespecialiseerd centrum erkend overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Executieve van 10 mei 1984 houdende erkenning van de gespecialiseerde diensten die gemachtigd zijn het rapport uit te brengen op grond waarvan de gehandicapte personen worden geplaatst, tot bepaling van de criteria waaraan voornoemd rapport moet voldoen.

Het attest moet bevestigen dat de opneming in een instelling of een dienst erkend door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gegrond is.

Het moet nadere bepalingen geven met betrekking tot :

- de categorie en de ernst van de handicap;
- het type van de aanbevolen instelling;
- de termijn voor de nieuwe evaluatie. »

« Artikel 20. Binnen de drie maanden na zijn aanvankelijke aanvraag, en op straffe van verval hiervan, moet de aanvrager aan de Provinciegouverneur een volledig dossier overzenden dat de aanvullende inlichtingen alsook de nodige bewijsstukken omvat.

De Provinciegouverneur beschikt over een termijn van twee maanden vanaf de dag van de ontvangst van het volledige dossier om dit dossier te onderzoeken. Dan bevestigt hij zijn inschrijvingsbesluit of maakt het ongedaan. Zelfs wanneer het besluit buiten de termijn getroffen wordt, geldt de beslissing tot eventuele vernietiging slechts voor de toekomst.

De Minister bepaalt welke de nodige inlichtingen en bewijsstukken zijn. »

« Artikel 21. De gegrondheid van de beslissing tot inschrijving moet periodiek opnieuw geëvalueerd worden. Het attest dat daarvan getuigt moet binnen de termijn aan de Provinciegouverneur doorgestuurd worden.

Wanneer het attest niet binnen de termijn wordt doorgestuurd of wanneer het een wijziging of een onderbreking van de tegemoetkoming vaststelt, herziet de Provinciegouverneur zijn besluit. »

« Artikel 22. Elke wijziging van de toestand van de gehandicapte persoon die tot een wijziging van het type van tegemoetkoming leidt, moet door een erkend centrum geëvalueerd worden en aanleiding geven tot een aanvraag om herziening van het besluit van de Provinciegouverneur. »

« Artikel 25. De aanvraag om herziening bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 wordt ingediend binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum waarop de toestand van de gehandicapte persoon veranderde.

De herziening heeft uitwerking met ingang van deze datum. Indien de aanvraag na de voormelde termijn ingediend wordt, heeft de herziening uitwerking ten vroegste met ingang van de datum van indiening van de aanvraag.

In alle gevallen waarin de aanvraag noodzakelijk wordt door een wijziging van de financiële toestand die de bijdrage zou kunnen wijzigen, heeft de herziening uitwerking met ingang van de dag waarop de wijziging van de financiële toestand ingaat. »

« Artikel 28. De aanvraag om herziening omvat dezelfde gegevens als de aanvraag om inschrijving. De bepalingen van artikel 19 zijn dus op die toepasselijk. »

Art. 2. Er wordt een artikel 32bis, luidend als volgt, in hetzelfde besluit ingelast :

« Artikel 32bis. Het Fonds komt voor een begunstigde slechts voor zijn tenlasteneming in een enkele instelling tegemoet.

De cumulatie is niettemin in twee gevallen toegelaten :

- plaatsing in gezinnen en semi-internaat of dagcentrum;
- tehuis voor werkenden en dagcentrum.

In deze beide gevallen, wordt de bijdrage die verschuldigd is voor de tenlasteneming tijdens de dag, door de huisvestingsstructuur betaald. »

Art. 3. De artikelen 35 en 36 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 35. In de maand oktober van elk jaar stelt de Minister het aantal tenlastenemingen van begunstigten van het Fonds vast dat in aanmerking genomen dient te worden voor de berekening van de jaarlijkse forfaitaire toelage van het volgende jaar.

Hij stelt dit aantal vast op grond van de gemiddelde bezetting tijdens het referentiejaar, dit is van 1 september van het vorige jaar tot 31 augustus van het lopende jaar.

Onder gemiddelde bezetting dient verstaan te worden, het totaal van de dagen van tenlasteneming van de begunstigten van het Fonds door de instelling tijdens het referentiejaar, gedeeld door 365.

Wanneer een begunstigde de instelling verlaat maar de begeleiding van deze blijft genieten met het oog op zijn wederopname in de maatschappij, kan de tegemoetkoming van het Fonds verlengd worden binnen de perken en onder de voorwaarden vastgesteld in bijlage VIII van dit besluit. »

« Artikel 36. § 1. De jaarlijkse forfaitaire toelage omvat :

- een werkingstoelage;
- een toelage voor de kosten van het opvoedend personeel.

§ 2. De werkingstoelage is bestemd voor het dekken van de werkingskosten, de kosten voor het betrekken van gebouwen, voor de afschrijving van gebouwen die eigendom van de instelling zijn, voor de afschrijving van het meubilair en het medisch en niet-medisch materieel, alsmede de kosten voor het directie-, administratief, sociaal en arbeiderspersoneel.

Het deel van de toelage dat bestemd is voor de andere kosten dan de personeelskosten kan geschat worden op minimaal 68 141 frank voor een tenlasteneming in een internaat en op 34 070 frank voor een tenlasteneming in het semi-internaat.

Het is verschillend naargelang van het stelsel van de instelling en het aantal begunstigten dat voor de berekening van de toelage in aanmerking komt.

Het belooft :

- 200 000 frank voor de internaten en de tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;
- 175 000 frank voor de internaten en de tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, hoger is dan 60;
- 130 000 frank voor de semi-internaten en de dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;
- 110 000 frank voor de semi-internaten en de dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, hoger is dan 60.

Bij gebrek aan een sectorovereenkomst over de normen inzake niet-opvoedend personeel, gesloten binnen de drie maanden die volgen op de verschijning van dit besluit, stelt de Minister de minimumnormen van dat personeel vast binnen de perken van de forfaitaire toelage bedoeld in deze paragraaf, op grond van de minimumnormen vermeld in bijlage VII.

§ 3. De toelage voor de kosten voor het opvoedend personeel wordt, rekening houdend met een gemiddelde jaarlijkse bezoldiging, vastgesteld als volgt :

- psychologen, paramedisch en bijzonder personeel : 725 213 frank;
- opvoeders klassen I en II A en hoofdopvoeders : 580 000 frank;
- opvoeders klassen II B en III en kinderverzorgsters en ermee gelijkgestelde mensen : 482 685 frank;
- groepschefs : 678 043 frank.

Deze bedragen worden verhoogd met de wettelijke werkgeverslasten en de aanvullende lasten die forfaitair vastgesteld worden op een percentage van de hierboven-vermelde gemiddelde jaarlijkse bezoldigingen. De Minister stelt het percentage vast dat in aanmerking genomen dient te worden voor de instellingen die door private personen georganiseerd worden, enerzijds, en voor de instellingen die van overheidsbesturen afhangen, anderzijds.

De toelage voor de kosten voor het opvoedend personeel wordt berekend op grond van de begeleidingscoëfficiënten vastgesteld op grond van de categorie van de handicap en van het stelsel van de instelling vermeld in bijlage II van dit besluit.

Als personeelskosten wordt toegelaten, de betaling van de verstrekkingen die voor de instelling gedaan worden door personen of maatschappijen die diensten aanbieden, voor zover die personen en maatschappijen voldoen aan de kwalificatievereisten vastgesteld in bijlage IV van dit besluit. De nadere regels voor die gelijkstelling worden door de Minister vastgesteld.

§ 4. De jaarlijkse forfaitaire toelage maakt de enveloppe van de instelling uit. Deze enveloppe wordt vooruit uitbetaald in verhouding tot één twaalfde per maand. »

Art. 4. Artikel 38, § 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld door het volgende lid :

« Wanneer een begunstigde het opvanggezin verlaat maar de begeleiding van de dienst voor plaatsing in gezinnen verder krijgt met het oog op zijn wederopname in de maatschappij, kan de tegemoetkoming van het Fonds verlengd worden binnen de perken en onder de voorwaarden vastgesteld in bijlage VIII van dit besluit. »

Art. 5. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 41. § 1. Het Fonds kan orthopedische en akoestische prothesen en rolstoelen terugbetalen na gunstig advies van de Algemene Inspectie voor de curatieve geneeskunde, onder aftrek van de terugbetaling ten laste van de verzekeringsinstelling. De herstellingskosten kunnen, mits overlegging van de faktuur, ten laste worden genomen door het Fonds.

§ 2. Tandprothesen, brillen en andere oogprothesen kunnen door het Fonds worden terugbetaald na gunstig advies van de Algemene Inspectie voor de curatieve geneeskunde en na aftrek van de terugbetaling ten laste van de verzekeringsinstelling. De herstellingskosten kunnen eveneens door het Fonds ten laste worden genomen tegen de door een faktuur vastgestelde prijs.

§ 3. De kosten van de zowel bewarende als herstellende tandverzorging kunnen door het Fonds worden terugbetaald tegen de prijs die als basis dient voor de terugbetaling van de gezondheidsverstrekkingen die aanleiding geven tot de tegemoetkoming van de ziekte- en invaliditeitsverzekering onder aftrek van de terugbetaling ten laste van de verzekeringsinstelling. »

Art. 6. Er wordt een artikel 43bis, luidend als volgt, in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 43bis. Er kan een forfaitaire toelage voor personeelskosten toegekend worden voor het vervoer van de begunstigten van het Fonds die onder het stelsel van het semi-internaat geplaatst zijn.

De forfaitaire toelage wordt op 631 000 frank, alle lasten inbegrepen, vastgesteld voor elke personeelseenheid die voor een toelage in aanmerking komt. Het aantal personeelseenheden die voor toelagen in aanmerking komen is gelijk aan 0,0781 voor elke ten laste genomen en regelmatig vervoerde begunstigde. »

Art. 7. Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 46. § 1. De instellingen erkend bij uitvoering van titel II van dit besluit voeren een boekhouding volgens het in bijlage VI vermelde model.

Deze bepaling is niet toepasselijk indien een overheidsbestuur de inrichtende macht is en daarbij een ander boekhoudkundig plan opgelegd is.

§ 2. De aanvangsbalans van elke instelling wordt aan de Minister voorgelegd binnen de zes maanden na de bekendmaking van het uittreksel van hun erkenningsbesluit in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. De rekeningen en de balans worden jaarlijks aan de Minister doorgezonden alsmede de rapporten van de behoorlijk gemachtigde bedrijfsrevisoren of commissarissen van de rekeningen.

Voor wat de openbare diensten betreft, wordt deze eis vervangen door een rekeningenattest uitgereikt door de bevoegde overheid.

§ 4. De titels die van de personeelsleden vereist zijn op grond van de in bijlage IV vermelde kwalificaties, moeten aan de Administratie overgezonden worden. »

Art. 8. Er wordt een artikel 50bis, luidend als volgt, in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 50bis. Rekening houdend met de onmiddellijk beschikbare begrotingsmiddelen, stelt de Minister elk jaar de toekenningscoëfficiënt voor de toelage voor de kosten voor het opvoedend personeel vast.

Voor het jaar 1988, wordt die coëfficiënt vastgesteld als volgt :

- 100 % voor de semi-internaten voor niet-schoolgaande minderjarigen;
- 85 % voor de dagcentra;
- 76 % voor de tehuizen voor niet-werkende volwassenen, dit zijn de bezigheidstehuizen en nursing;
- 74 % voor de internaten en voor de tehuizen voor werkende volwassenen;
- 70 % voor de semi-internaten voor schoolgaande minderjarigen en voor de semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande minderjarigen. »

Art. 9. Artikel 51 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 5° Artikel 17, lid 2, en artikel 30 van het besluit van de Executieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten. »

Art. 10. De artikelen 52 tot 56 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 52. De Minister bepaalt de erkende capaciteit. Behalve voor het geval van de nieuwe instellingen, kan de erkende capaciteit geenszins hoger zijn dan 20 % van de bezetting van de instelling. Voor het jaar 1988, dient de gemiddelde bezetting van 1987, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit, tot referentie. »

« Artikel 53. De Minister beslist over elke nieuwe erkenning en over elke wijziging van het stelsel op grond van de behoeften van de sector en rekening houdend met de onmiddellijk beschikbare begrotingsmiddelen, na advies van de Commissie voor Programmatie en Advies.

In geval van verschuiving van de capaciteit tussen instellingen die onder eenzelfde inrichtende macht ressorteren, wordt de in artikel 52 vastgestelde beperking bepaald rekening houdend met het geheel van de capaciteiten.

In geval van oprichting van een nieuwe instelling, blijft de erkende capaciteit gedurende twee werksjaren vastgesteld zonder rekening te houden met de in artikel 52 bepaalde beperking. »

« Artikel 54. § 1. De instellingen die voor 1988 slechts op een enveloppe waarvan het bedrag lager is dan het in 1987 toegekende bedrag, aanspraak kunnen maken, krijgen verder dezelfde enveloppe, behalve indien de gemiddelde bezetting zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit lager is dan 90 % van de capaciteit waarvoor in 1987 een toelage toegekend was.

In dit laatste geval wordt de enveloppe op ten minste 90 % van de in 1987 toegekende enveloppe vastgesteld.

De instellingen die voor 1988 op een enveloppe waarvan het bedrag hoger is dan het in 1987 toegekende bedrag, aanspraak kunnen maken, krijgen een enveloppe die beperkt is tot een percentage van de in 1987 toegekende enveloppe. De Minister stelt dit percentage vast, na onderzoek om binnen de perken van de onmiddellijk beschikbare begrotingsmiddelen te blijven, en mits het akkoord van de Minister van Begroting.

§ 2. Het getal 60 vanaf hetwelk het bedrag van de werkingstoelage verschilt, wordt voor 1988 vastgesteld in verhouding tot de gemiddelde bezetting zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit.

§ 3. Er kunnen bijkomende of aanvullende tenlastenemingen naast de toegekende enveloppe verleend worden, na advies van de Administratie en op grond van de onmiddellijk beschikbare begrotingsmiddelen, in drie gevallen :

- a) erkenning van nieuwe instellingen, gedurende de eerste twee jaren van de werking van deze;
- b) verhoging van de erkende capaciteit en capaciteitsverschuiving tussen verschillende werkingssystemen;
- c) aanzienlijke verhoging, in uitzonderlijke omstandigheden, van de bezetting, binnen de perken van de erkende capaciteit.

Voor de bijkomende tenlastenemingen, wordt de jaarlijkse forfaitaire toelage berekend overeenkomstig de artikelen 36 en 50bis op grond van de werkelijke bezetting van het toekenningsjaar.

Voor de aanvullende tenlastenemingen, wordt de toelage die op dezelfde wijze als in vorig lid berekend wordt, beperkt in verhouding tot deze die voor die tenlastenemingen reeds toegekend is bij toepassing van § 1 van dit artikel. »

« Artikel 55. § 1. De gemiddelde jaarlijkse bezoldigingen bepaald in artikel 36, § 3, worden vastgesteld rekening houdend met een geldelijke anciënniteit van tien jaar.

Wanneer voor het geheel van het opvoedend personeel van een instelling het gemiddelde van de geldelijke anciënniteit tien jaar overschrijdt, kan de toelage worden herzien onder de hierna vermelde voorwaarden :

- 1° de instelling moet dit aanvragen;
- 2° het personeel dat in aanmerking dient te worden genomen voor de berekening van de gemiddelde geldelijke anciënniteit is het personeel dat op 31 december van het bedoelde jaar in dienst is;
- 3° de herziening van het bedrag van de toelage voor de kosten van het opvoedend personeel kan niet tot gevolg hebben de perken te overschrijden die in artikel 54, § 1, vastgesteld zijn voor de bepaling van de jaarlijkse enveloppe die aan de instelling toekomt.

§ 2. De in artikel 36, § 3, bedoelde begeleidingscoëfficiënten worden, wat de opvoeders betreft, berekend op grond van de volgende verdeling :

- 49,17 % opvoeders klassen I en II A en hoofdopvoeders;
- 50,83 % opvoeders klassen II B en III en kinderverzorgsters en ermee gelijkgestelden.

Wanneer de werkelijke verdeling van de kwalificaties binnen een instelling verschillend is, wordt hiermee rekening gehouden maar alleen binnen de in artikel 54, § 1, vastgestelde perken.

Voor de afdelingen die gehandicapte personen opnemen waarvoor een nursing-verzorging vereist is, wordt hiermee alleen rekening gehouden voor zover ze een hogere toelage tot gevolg heeft.

§ 3. De werkelijke verstrekkingen van de geneesheren zullen in 1988 in aanmerking worden genomen binnen de perken van de toelagen die hun in 1986 toegekend werden. »

« Artikel 56. Tenzij anders wordt bepaald vóór 31 december 1988, zijn de overgangsbepalingen eveneens toepasselijk voor de berekening van de enveloppe voor 1989. »

Art. 11. § 1. In hoofdstuk I van bijlage I van hetzelfde besluit :

1° Wordt I, § 1, vervangen door de volgende bepaling :

« I. § 1. De wettelijke werkgeverslasten en de bijkomende voordelen worden samen en forfaitair, voor de internaten en de tehuizen, vastgesteld in verhouding tot de gemiddelde jaarlijkse bezoldigingen zoals bedoeld in artikel 36, § 3.

De Minister stelt het percentage vast dat in aanmerking genomen dient te worden enerzijds voor de instellingen die door private personen georganiseerd worden, anderzijds voor de instellingen die onder overheidsbesturen ressorteren. »

2° Wordt I, § 2, 4, laatste lid, ingetrokken.

3° Wordt II, 3e lid, vervangen door de volgende bepaling :

« De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 in dienst waren in de in het eerste lid bedoelde instellingen en inrichtingen, behouden het genot van de geldelijke anciënniteit die hun toen officieel werd erkend door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten of door de Dienst voor de jeugdbescherming. »

4° Wordt III, § 3, ingetrokken.

§ 2. In hoofdstuk II van dezelfde bijlage :

1° Wordt I, § 1, vervangen door de volgende bepaling :

« I. § 1. De wettelijke werkgeverslasten en de bijkomende voordelen worden samen en forfaitair vastgesteld in verhouding tot de gemiddelde jaarlijkse bezoldigingen zoals bedoeld in artikel 36, § 3.

De Minister stelt het percentage vast dat in aanmerking genomen dient te worden enerzijds voor de instellingen die door private personen georganiseerd worden, anderzijds voor de instellingen die onder overheidsbesturen ressorteren.

2° Wordt I, § 3, ingetrokken.

Art. 12. In bijlage II van hetzelfde besluit :

1° Worden de Franse woorden « scolarisables » en « non scolarisables », die boven de tabellen van de hoofdstukken I en II geschreven staan, door de woorden « scolarisés » en « non scolarisés » vervangen.

2° In hoofdstuk I, onder de rubriek « Volwassenen-Nursing », worden de begeleidingscoëfficiënten die hieronder in de twee kolommen van links vermeld zijn, vervangen door de coëfficiënten die daarnaast in de twee kolommen van rechts vermeld zijn.

0,15	0,15	0,1575	0,1575
0,0333	0,0333	0,0349	0,0349
0,3346	0,2711	0,3513	0,2846
0,3237	0,2622	0,3398	0,2753

Art. 13. Hoofdstuk I van bijlage III van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Hoofdstuk I. — Normen voor het personeel van de diensten voor plaatsing in gezinnen »

1° Een directeur, houder van een eindexamen van het niveau van het hoger onderwijs, indien de dienst voor plaatsing in gezinnen zelfstandig is.

Wanneer de dienst zich bezighoudt met minder dan 30 ten laste genomen personen, krijgt het ambt een toelage alleen in verhouding tot 0,0333 voltijdse eenheid voor elke ten laste genomen persoon.

Indien de dienst verbonden is aan een instelling erkend door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, wordt een verantwoordelijke van hetzelfde kwalificatieniveau uit de personeelsleden aangewezen.

2° Een opvoeder wiens kwalificaties hem de mogelijkheid bieden tot ten minste het ambt van opvoeder klasse 2 A te geraken, in verhouding tot 0,0483 voor elke ten laste genomen persoon.

3° Een psycholoog en/of paramedisch personeelslid, in verhouding tot 0,0167 voor elke ten laste genomen persoon.

4° Een klerk, in verhouding tot 0,0167 voor elke ten laste genomen persoon.

Art. 14. Er wordt een bijlage VIII bij hetzelfde besluit gevoegd, luidens als volgt :

« Bijlage VIII. — Nadere regels voor de verlenging van de tegemoetkoming van het Fonds in geval van begeleiding (toepassing van artikel 35, lid 3) »

I. De wederopname in het gezin of de zelfstandigmaking moeten voorbereid zijn gedurende de periode van de opnemings in de instelling.

Het ontwerp tot wederopname of tot zelfstandigmaking mits begeleiding, moet door alle betrokken partijen goedgekeurd worden. Het aldus gesloten contract moet in de tijd beperkt zijn, en een maximumduur van twee jaar hebben. Het is niettemin vernieuwbaar. De begeleiding van een minderjarige houdt op wanneer hij 21 jaar oud wordt.

Het ontwerp moet als gegrond erkend worden door een erkend gespecialiseerd centrum en aanleiding geven tot herziening van het besluit van de Gouverneur overeenkomstig de bepalingen van titel IV, hoofdstuk III, van dit besluit.

II. Voor de begeleidingsverstrekkingen, wordt de tegemoetkoming van het Fonds beperkt tot de jaarlijkse forfaitaire toelagen overeenkomstig de algemene bepalingen van titel V, hoofdstuk II, onderafdeling 1, van dit besluit, en overeenkomstig de hierna vermelde bijzondere bepalingen :

§ 1. De werkingstoelage wordt op 10 000 frank vastgesteld voor elke ten laste genomen persoon waarvoor een toelage toegekend wordt.

§ 2. De toelage voor de kosten voor het opvoedend personeel wordt, rekening houdend met de gemiddelde jaarlijkse bezoldiging vastgesteld voor de categorie van de opvoeders klassen I en II A en hoofdopvoeders, berekend op grond van een begeleidingscoëfficiënt die teruggebracht wordt op 0,1130 voltijdse eenheid voor elke ten laste genomen begunstigde.

§ 3. De bijdrage wordt door een forfaitaire deelname van 500 frank per maand vervangen.

III. De Minister stelt de bijzondere nadere regels vast volgens welke de in titel XI van dit besluit bedoelde controle uitgeoefend dient te worden.

IV. De bepalingen van artikel 50bis van dit besluit zijn niet toepasselijk.

V. De tegemoetkoming van het Fonds kan alleen verlengd worden binnen de perken van de erkende capaciteit van de instelling die de begunstigde bezoekt.

Er kunnen niettemin verhogingen van de erkende capaciteit toegekend worden wanneer bedden of plaatsen voor volwassenen gehandicapte personen vrijgemaakt moeten worden.

De in dit geval betoelaagde bijkomende tenlastenemingen zullen voor de begeleiding worden bestemd en berekend overeenkomstig artikel 2 van deze bijlage. »

Art. 15. Dit besluit treedt op 1 januari 1988 in werking met uitzondering van artikel 55, § 1, dat met ingang van 1 januari 1987 uitwerking heeft.

Art. 16. De Minister tot wiens bevoegdheid het beleid inzake gehandicapte personen behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 16 november 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET

De Minister van Begroting,

Ph. MONFILS

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 6 januari 1988 is de heer Bauthier, Jacques, kamervoorzitter in het Hof van beroep te Bergen, bevorderd tot Commandeur in de Leopoldsorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 6 januari 1988, dat uitwerking heeft met ingang van 30 november 1987, is de heer Resteau, Ch., raadsheer in het Hof van Cassatie, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 6 januari 1988 is aan de heer Van Cutsem, Chr., op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vredegerecht van het kanton Edingen.

Bij koninklijk besluit van 30 december 1987 is Mevr. Lafontaine, P., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, aangewezen tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, voor een termijn van een jaar met ingang van 19 januari 1988.

Bij ministerieel besluit van 14 januari 1988 is aan de heer Janssens, A., eerstaanwezend opsteller bij de griffie van het vredegerecht van het eerste kanton Schaarbeek, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij het vredegerecht van het derde kanton Schaarbeek te vervullen.

Bestuur der Erediensten, Giften, Legaten en Stichtingen

Internationale vereniging « European Society for Therapeutic Radiology and Oncology » (ESTRO), te Leuven. — Rechtspersoonlijkheid. — Statuten. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit van 4 januari 1988 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « European Society for Therapeutic Radiology and Oncology » (ESTRO), waarvan de zetel te Leuven gevestigd is;

2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 6 janvier 1988 M. Bauthier, Jacques, président de chambre à la Cour d'appel de Mons, est promu Commandeur de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 6 janvier 1988, produisant ses effets le 30 novembre 1987, M. Resteau, Ch., conseiller à la Cour de Cassation, est admis à la retraite, à sa demande.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 6 janvier 1988 démission honorable de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du canton d'Enghien est accordée, à sa demande, à M. Van Cutsem, Chr.

Par arrêté royal du 30 décembre 1987 Mme Lafontaine, P., juge au tribunal de première instance de Bruxelles, est désignée aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, pour un terme d'un an prenant cours le 19 janvier 1988.

Par arrêté ministériel du 14 janvier 1988, M. Janssens, A., rédacteur principal au greffe de la justice de paix du premier canton de Schaarbeek, est délégué temporairement aux fonctions de commis-greffier à la justice de paix du troisième canton de Schaarbeek.

Administration des Cultes, Dons, Legs et Fondations

Association internationale « European Society for Therapeutic Radiology and Oncology » (ESTRO), à Louvain. — Personnalité civile. — Statuts. — Approbation

Un arrêté royal du 4 janvier 1988 :

1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « European Society for Therapeutic Radiology and Oncology » (ESTRO), dont le siège est à Louvain;

2° approuve les statuts de cette association.